

Direction des Affaires Générales et Juridiques
Assistante de Direction

DAGJ-2024-038

Nomenclature Acte : Decision d ester en justice

OBJET : Décision d'ester en justice - Requête introduite par la Ville de Saint-Malo auprès du Tribunal Administratif de Rennes pour assurer la défense des intérêts de la collectivité dans le cadre de l'exécution du marché n°20-087

LE MAIRE DE LA VILLE DE SAINT-MALO

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-22, L 2122-23, L 2131-1 et L 2131-2,
- VU la délibération n° 2020-07-002 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 donnant délégation à Monsieur le Maire en application des articles susvisés,
- VU l'arrêté n° 2023-032 du Maire en date du 13 février 2023, donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Virgile CRANCE, 1er adjoint,
- VU le budget,
- VU le marché n°20-087 relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'extension et de modernisation du port des Sablons conclu avec le groupement SETEC INTERNATIONAL / RICHEZ ET ASSOCIES,
- VU la décision de résiliation du marché notifiée au titulaire en date 21 juillet 2023,
- VU le décompte de résiliation du marché notifié au titulaire en date du 25 septembre 2023 et notamment, l'inscription au décompte de l'application de pénalités de retard d'un montant de 61 965,80 € HT résultant de l'exécution du marché,
- VU la lettre de réclamation du titulaire reçue par les services de la Ville de Saint-Malo en date du 16 novembre 2023 contestant les pénalités de retard et le calcul des intérêts moratoires,

CONSIDERANT le fait que la lettre de réclamation du titulaire fait obstacle au caractère définitif du décompte, qu'en conséquence, la Ville de Saint-Malo ne peut procéder à l'émission du titre de recette pour l'application des pénalités de retard,

CONSIDERANT la nécessité de défendre les intérêts de la collectivité dans cette affaire,

DECIDE

- Article 1 : De défendre les intérêts de la collectivité dans le cadre de l'affaire citée ci-dessus.
- Article 2 : De confier au Cabinet COUDRAY – Avocats – Parc d’Affaires Oberthur – 1, rue Raoul Ponchon – CS 34442 – 35044 Rennes cédex, le soin de défendre les intérêts de la collectivité.
- Article 3 : D’imputer au budget de l’exercice en cours les honoraires d’avocat et autres frais de justice afférents à cette décision.
- Article 4 : La présente décision pourra faire l’objet d’un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes, 3 Ctr De La Motte 35044 RENNES, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
- Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable Public du Service de Gestion Comptable sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l’exécution de la présente décision.

Fait à Saint-Malo, le 11 mars 2024

Pour le Maire et par délégation,

Le 1er Adjoint au Maire,
Jean-Virgile CRANCE